

**Accord collectif**

**PRÉVOYANCE DES SALARIÉS CADRES  
DES EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE, DE VITICULTURE,  
D'ÉLEVAGE, DE MARAÎCHAGE, D'HORTICULTURE,  
DE PÉPINIÈRES, DES ETAF ET DES CUMA  
(Vendée)  
(10 mars 2006)**

(Étendu par arrêté du 27 octobre 2006,  
*Journal officiel* du 14 novembre 2006)

---

**AVENANT N° 1 DU 14 DÉCEMBRE 2012**

NOR : AGRS1397069M

Entre :

La FDSEA Vendée ;

Le syndicat des horticulteurs et pépiniéristes de la Vendée ;

Le syndicat des entrepreneurs des territoires de la Vendée ;

La FD CUMA Vendée,

D'une part, et

L'UD SGA CFDT Vendée ;

L'UD CFE-CGC Vendée ;

L'UD CGT-FO Vendée ;

L'UD CFTC Vendée,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le troisième alinéa de l'article 2 « Incapacité temporaire » est remplacé par :

« – à partir du 8<sup>e</sup> jour d'arrêt, en cas de maladie ou d'accident de la vie privée et aussi longtemps que sont versées les indemnités journalières légales. ».

## Article 2

Le tableau de l'article 3 « Cotisations » est remplacé par :

*(En pourcentage.)*

	TRANCHE A			TRANCHES B/C		
	Part patronale	Part salariale	Total TA	Part patronale	Part salariale	Total TB/TC
Incapacité temporaire du 4 <sup>e</sup> au 7 <sup>e</sup> jour en accident et maladie de la vie privée	0,03	0,07	0,10	0,06	0,11	0,17

## Article 3

L'article 7 devient l'article 5.

## Article 4

L'article 8 devient l'article 6.

Au premier alinéa de cet article, les mots : « au service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles des Pays de la Loire, unité territoriale de la Vendée, sise, 185, boulevard de Maréchal-Leclerc, BP 787, 85020 La Roche-sur-Yon » sont remplacés par : « à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la Vendée, unité territoriale de la Vendée, sise, cité administrative Travot, BP 789, 85000 La Roche-sur-Yon. »

## Article 5

L'article 9 devient l'article 7.

## Article 6

Le présent avenant est déposé conformément aux dispositions légales. Son extension est demandée.

Le présent avenant entrera en vigueur à compter 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 14 décembre 2012.

(Suivent les signatures.)